



Communauté
d'universités
et établissements
de Toulouse

COMUE de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Tél : 05 61 14 80 11

Accord-cadre 2026-012

Maintenance et entretien des onduleurs de puissance inférieure à 50 kVA

*Procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à
R2123-7 du code de la commande publique*

**Cahier des Clauses Administratives
particulières (C.C.A.P)**

Synthèse de la consultation











	Le CCAG applicable au présent marché est le CCAG FCS
	Le présent CCAP contient des considérations environnementales
	Le présent CCAP ne contient pas de considérations sociales
	Le présent accord-cadre s'exécute à Toulouse
	Durée du marché : 1 an ferme reconductible 3 fois pour une période d'un an sans que la durée totale ne dépasse 4 ans.
	Lot unique : le pouvoir adjudicateur n'identifie pas de prestations distinctes.
	La partie accord-cadre est passé avec un maximum de 15000€ HT sur la durée totale du marché.
	Les prix sont forfaitaires et unitaires.
	Révision du prix : à demander au plus tard le 12 mai de chaque année
	L'avance peut-être versée si le montant du marché est supérieur à 50 000€ HT et si la durée d'exécution est supérieure à 2 mois. Durée du marché supérieure à 12 mois : 20% de 12x montant HT/durée en mois

Table des matières

Synthèse de la consultation	2
ARTICLE 1- POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 2- OBJET	5
ARTICLE 3- DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
3.1 Procédure de passation	5
3.2 Publicité	5
3.3 Forme	5
3.4 Durée	5
3.6 Décomposition	6
3.7 Lieux d'exécution	6
ARTICLE 4- PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5- MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
ARTICLE 6- CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1 Commencement d'exécution des prestations	7
6.2 Obligation de résultat	7
6.3 Maintenance et garantie des prestations	8
ARTICLE 7- MODALITE DE PASSATION DES PRESTATIONS DU BPU	8
7.1 Expression du besoin	8
7.2 Devoir de conseil du titulaire	8
7.3 Bons de commande	9
7.4 Modification d'un bon de commande	9
7.5 Suspension d'un bon de commande	9
7.6 Résiliation d'un bon de commande	10
7.7 Commandes hors BPU	10
7.8 Durée des bons de commande	10
ARTICLE 8- RECEPTION DES PRESTATIONS	10
8.2 Vérification qualitative	11
ARTICLE 9- REGIME FINANCIER	11

9.1 Monnaie	11
9.2 Taux de TVA	11
9.3 Forme et contenu des prix	11
9.4 Révision.....	12
ARTICLE 10- MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	12
10.1 Avance	12
10.2 Présentation des demandes de paiement	13
10.3 Paiement des co-traitant.....	14
10.4 Intérêts moratoires.....	14
ARTICLE 11- PENALITES	15
ARTICLE 12- SOUS TRAITANCE.....	15
ARTICLE 13- CONFIDENTIALITE.....	16
ARTICLE 14- RGPD	17
ARTICLE 15- MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE ..	17
ARTICLE 16-REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	18
ARTICLE 17- CLAUSE DE REEXAMEN.....	19
ARTICLE 18- ASSURANCE.....	19
ARTICLE 19- LANGUE	19
ARTICLE 21- DEROGATIONS AU CCAG.....	20

ARTICLE 1- POUVOIR ADJUDICATEUR

COMUE de Toulouse
41 allées Jules Guesde- CS 61321
31013 Toulouse cedex 6

Nom, prénom et qualité du signataire du marché :
Monsieur le président de la COMUE, Michael Toplis
Comptable assignataire :
Madame l'agent comptable de la COMUE de Toulouse, Cécile Fromion

ARTICLE 2- OBJET

La présente consultation concerne la maintenance et l'entretien des onduleurs de puissance inférieure à 50 kVA de la COMUE de Toulouse.

ARTICLE 3- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique.

3.2 Publicité

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article R2131-12 1°) du code de la commande publique.

3.3 Forme

La présente consultation concerne un accord cadre composite. La partie accord cadre est à bon de commande mono-attributaire.

Conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est passé avec un maximum de :15000€ HT

3.4 Durée

Début du accord cadre:

Il prend effet à compter du 13 juin 2026 ou de l'accusé de réception de notification sur PLACE si elle devait intervenir à une date postérieure.

Durée initiale:

Il est conclu pour une durée de 1 an

Reconduction:

Il est reconductible tacitement 3 fois pour une période de 1 an sans que la durée totale ne dépasse 4 ans.

La décision de non reconduction intervient au minimum 2 mois avant la date anniversaire de notification.

3.5 Délai

Les différents délais d'intervention sont indiqués dans le CCTP.

3.6 Décomposition

Allotissement	Tranche	PSE	Variante
L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, le présent marché est composé d'un lot unique	non	non	Non autorisé

3.7 Lieux d'exécution

Le présent accord-cadre s'exécute à Toulouse.

Les sites concernés sont les présents :

- MRV : 118 route de Narbonne 31400 Toulouse
- AJG : 41 allées Jules Guesde 31000 Toulouse
- RDL : 15 rue des Lois 31000 Toulouse

ARTICLE 4- PIECES CONTRACTUELLES

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par la Comue fait seul foi :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
- L'offre technique et financière du titulaire

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Ordre de préséance : Les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs du titulaire, ou documents quelconques, qui serait contraire aux dispositions prévues dans ces pièces sera considérée comme non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Notification : En application de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par la Comue et de ses annexes au titulaire.

Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr. Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

ARTICLE 5- MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 6- CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Commencement d'exécution des prestations

Après la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire prendra attache avec le service maintenance (à maintenance@univ-toulouse.fr) de la Comue de Toulouse afin d'organiser une visite visant à constater l'état des installations.

Un PV sera rédigé contradictoirement et signé des deux parties. Le titulaire s'engage alors à prendre en charge les installations telles qu'il les aura constatées à cette date.

6.2 Obligation de résultat

Au titre du marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour les opérations de maintenance préventive et corrective.

Le titulaire s'engage ainsi à assurer le bon fonctionnement, l'entretien, et s'il y a lieu, la réparation des ouvrages mis à sa disposition, grâce à une surveillance régulière, en vue d'éviter toute insuffisance ou tout arrêt des onduleurs et, en cas de force majeure, de limiter la fréquence et la durée des arrêts.

6.3 Maintenance et garantie des prestations

Le présent marché comporte des prestations de maintenance telles que définies à l'article 32 du CCAG FCS en ce qu'elles ne sont pas contraires au CCTP.

Toute pièce remplacée par le titulaire qu'elle soit neuve ou issue du réemploi est couverte par une garantie. Elle est mentionnée comme telle sur le rapport d'intervention avec la date d'effet de la garantie ainsi que la durée.

6.4 Clause environnementale

Le présent marché comporte une clause environnementale prévue au CCTP.

6.5 Livrables

Le titulaire devra fournir les éléments :

Livrables attendus	Délai	Point de départ du délai	Format
Rapport de maintenance préventive	15 jours calendaires	A compter de l'intervention	PDF
Rapport de maintenance corrective	15 jours calendaires	A compter de l'intervention	PDF

ARTICLE 7- MODALITE DE PASSATION DES PRESTATIONS DU BPU

7.1 Expression du besoin

En fonction de ses besoins, la Comue adresse au titulaire une demande précisant :

- le numéro du marché
- les prestations commandées
- la date et le ou les lieux d'exécution
- les références et prix de la prestation commandé et le cas échéant la mention « hors BPU »

Suite à la réception de cette demande, le titulaire devra établir un devis reprenant les références BPU, le montant HT et TTC

Les prix doivent être conformes à ceux indiqués dans le BPU.

Le titulaire devra fournir le devis dans un maximum de 48h suite à la demande.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3-7-2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures à compter de la réception du bon de commande pour notifier au pouvoir adjudicateur ses observations relatives aux prescriptions dudit bon de commande.

7.2 Devoir de conseil du titulaire

Lors de l'expression du besoin, le titulaire devra donner au pouvoir adjudicateur tous les éléments lui permettant de répondre au mieux à son besoin.

Il devra prodiguer des conseils au pouvoir adjudicateur ainsi que proposer le cas échéant la solution la plus pertinente pour répondre au besoin.

7.3 Bons de commande

La partie à bon de commande s'exécute au fur et à mesure par l'émission de bons de commande.

Chaque bon de commande devra contenir les informations suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- Le numéro de marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la prescription des prestations à réaliser
- Les délais d'exécutions
- Le lieu d'exécution
- Le montant du bon de commande
- Le cas échéant il sera précisé si la commande est hors BPU.

Seuls seront acceptés les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande sont envoyés par courriel au titulaire.

Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée : soit par l'accusé de réception en cas d'envoi par courriels, soit par courrier recommandé.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement de l'accord-cadre reste à la charge du titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur.

7.4 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la Comue peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. Elle émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée.

Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de la Comue, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de la Comue sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités.

Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

7.5 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la Comue peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de la Comue.

A l'expiration de cette durée, la Comue peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

7.6 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, la Comue peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à la Comue, les frais en découlant sont à sa charge de sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

7.7 Commandes hors BPU

Si des prestations ne sont pas prévues dans le BPU, le titulaire fournira un devis avec le détail de ses prix.

Le prix unitaire qu'il propose est un "prix nouveau" qui devient définitif dès que le bon de commande a été notifié au titulaire. Ce nouveau prix n'est intégré à la liste des prix du bordereau des prix que dans la mesure où il présente une récurrence.

7.8 Durée des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur émet des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. Toutefois, à compter de la date d'expiration de ladite durée de validité, la durée d'exécution maximale des bons de commande émis antérieurement est limitée à soixante (60) jours.

En complément de la transmission du bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de contacter téléphoniquement le titulaire pour évoquer sommairement la prestation afin de repréciser son besoin et/ou le calendrier. Cette prestation est incluse dans le montant des prix unitaires inscrits au BPU.

ARTICLE 8- RECEPTION DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des fournitures dans un délai maximal de 15 jours après l'exécution de la prestation.

En cas d'observations, celles-ci seront notifiées par écrit (courriel) au titulaire du marché dans le délai sus-indiqué et le titulaire du marché sera alors tenu de procéder à la mise en conformité avec application de pénalités à compter de la date de refus de cette réception.

Le contrôle s'effectuera sur différents critères :

- Vérification quantitative,
- Vérification qualitative.

8.1 Vérification quantitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité entre la quantité définie au bon de commande, celle portée sur le bordereau de livraison et celle effectivement livrée.

Si la quantité exécutée n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en d'achever la prestation

En cas de non-conformité entre la quantité exécutée et la quantité indiquée sur le bordereau , le bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

8.2 Vérification qualitative

Ces opérations de vérifications consistent à contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché.

La Comue prendra ensuite une décision conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 9- REGIME FINANCIER

9.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro

9.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.3 Forme et contenu des prix

Le présent accord cadre est conclu à mixtes. Les prix sont révisables.

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment à la mise en service du matériel, les frais de déplacement, les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché.

9.4 Révision

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification du marché selon les modalités ci-après :

Il est demandé au titulaire de formuler sa demande 1 mois avant l'échéance, passé ce délai la demande de révision sera rejetée.

La demande doit être envoyée au service marché de la Comue: marche@univ-toulouse.fr.

Lors de la demande de révision, le titulaire indique le mois de l'indice utilisé pour le calcul.

La révision entre en vigueur 1 mois après la notification à la Comue sans observation de sa part.

La révision se fera selon la formule suivante ;

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times I/I_o)$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé
- Po : prix initial fixé à la date de remise des offres
- I : dernière valeur de l'indice ICHT-IME Industries mécaniques et électriques connue au moment de la demande de révision.
- Io : indice ICHT-IME à la date de remise des offres.

La formule de révision a pour but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques existantes lors de l'établissement du prix de l'offre.

La révision des prix peut être effectuée à l'initiative de la Comue. Les prix ainsi révisés sont envoyés au titulaire 1 mois avant le commencement de la nouvelle période.

ARTICLE 10- MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

10.1 Avance

Si les conditions définies à l'article R2191-7 du code de la commande publique sont remplies, une avance est versée.

Si le titulaire est une PME l'avance est de 20%

Si le titulaire n'est pas une PME alors l'avance est de 5%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS;

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret de la Comue : 130 021 322 000 16
Code service exécutant : 1001

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-FCS. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les demandes de paiement adressées à la Comue devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du marché « »,
- le numéro du bon de commande
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

10.3 Paiement des co-traitant

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 11- PENALITES

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas les 1000€ pour l'ensemble du marché.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

11.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont les suivantes :

50€ par jour ouvré de retard.

La pénalité s'entend pour tout type de retard : retard dans la remise d'un livrable, retard dans l'exécution d'une prestation ,...

11.1 Pénalités pour absence à une réunion

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 50 euros (cinquante) par réunion.

11.2 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 50 euros (cinquante) par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 12- SOUS TRAITANCE

En application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, seuls les marchés publics de fourniture comportant des services peuvent être sous-traités.

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous-traitance –articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, l'acceptation du sous-traitant consiste en la notification au seul titulaire.

Sous-traitance occulte :

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 41.1 du CCAG/FCS).

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

ARTICLE 13- CONFIDENTIALITE

Les données contenues dans les supports informatiques et documents fournis par la Comue ou ses partenaires sont strictement confidentiels. En conséquence, le Titulaire du marché s'engage à :

Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, avec l'accord écrit préalable de la personne publique ;

Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traitées pendant l'exécution du marché ;

A limiter la divulgation des informations strictement nécessaires aux seules personnes qu'il aura chargées de l'exécution de la prestation ;

A recueillir l'engagement écrit des personnes chargées de la prestation, de respecter le secret professionnel.

En fin de marché, à procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies. La Comue peut procéder, à tout moment, à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations de discrétion du Titulaire. Tous les documents sur support papier et informatique restent la propriété de la personne publique.

En cas de non-respect de ces obligations, la responsabilité du Titulaire peut être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

ARTICLE 14- RGPD

Dans le cadre de ses relations contractuelles, le titulaire s'engage à respecter les dispositions prévues dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 15- MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

15.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la Comue par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale.

15.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la Comue

Le titulaire doit en informer la Comue dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales mentionnées dans les articles R2143-7 à R2143-9 et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats annexé au code ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article L2141-1 et à l'article 2141-6 du code;

- une attestation d'assurance correspondant aux exigences fixées ci-dessous ;
- les justifications de références identiques à celles demandées au titulaire lors de la passation du marché.

La cession du marché acceptée par la Comue fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

15.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la Comue les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de non communication de ces éléments, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 16-REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la Comue par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

La Comue adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

ARTICLE 17- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 à -10 du code de la commande publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché pour des raisons autres que celles prévues par l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.;
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des fournitures initialement prévues ;
- Changement de dénomination du titulaire. Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications se rapportant à sa raison ou dénomination sociale, son adresse, son SIRET et ses coordonnées bancaires ;
- Fusion, acquisition, cession de l'entreprise titulaire entraînant un transfert des droits et obligations du marché vers une nouvelle société ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'abandonner les pénalités dans le cas où le retard serait imputable à la COMUE de Toulouse ou dans le cas où le retard invoqué par le titulaire serait valablement justifié.

ARTICLE 18- ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, le titulaire (contractant unique ou chaque cotraitant en cas de groupement) doit être couvert avant la notification par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la réalisation des prestations qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Cette attestation sera envoyée tous les ans à marche@univ-toulouse.fr

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS : pour justifier l'ensemble de ces garanties, chacun des cotraitants du groupement doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Chacun des membres s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire. En cas de groupement, chaque cotraitant doit fournir cette attestation

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Comue et dans un délai de quinze jours (15) calendaires à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 19- LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans

une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 20- DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

CCIRA de Bordeaux -

Cité Administrative

2, rue Jules Ferry

33090 BORDEAUX Cedex

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 21- DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS, expliquées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
7.1	3.7.2
11	14.1.3
11	14.1
11.1	14.1
12	3.6.2
18	9.2